

Verfassung: Some animals are more equal

Schwer getan hat sich die parlamentarische Verfassungskommission mit der Einfügung von Umwelt- und Tierrechten in die Verfassung. An einem umweltspezifischen Text wird schon seit 1994 herumgedoktert. Sowohl Staatsrat als auch demokratische Partei hatten lange versucht, einen möglichst verwässerten Text durchzuboxen, der das Primat der Wirtschaft über die Umwelt nicht in Frage stellt. Herausgekommen ist ein Kompromisstext, mit dem aber auch Umweltschutzorganisationen wie der Mouvement écologique sich anfreunden können: Der Staat soll Umweltschutz garantieren, indem er für ein "nachhaltiges Gleichgewicht" zwischen der Erhaltung der Natur - besonders ihrer Regenerierungsfähigkeit - und der Erfüllung der Bedürfnisse der heutigen und zukünftigen Generationen sorgt. Über den Begriff Regenerierungsfähigkeit sind allerdings in der Kommission die semantischen Debatten noch nicht abgeschlossen. Sie werden wohl erst am 15. November geklärt, wenn die Kommission ihren Bericht zum Textvorschlag annimmt. Was den Tierschutz betrifft, soll der Staat nun nicht nur den Schutz, sondern auch das Wohlergehen der Tiere fördern. So weit wie in der schweizerischen Verfassung, wo die Würde der Tiere verfassungsrechtlich geschützt ist, mag man aber in Luxemburg nicht gehen. Mit der Zurückhaltung der Kommission in dieser Frage reimt sich, dass Umwelt- und Tierrechte zwar in einem gesonderten Artikel untergebracht wurden, weil sie sonst auf einer Stufe mit Menschenrechten stehen würden. Allerdings verbleiben sie im Verfassungskapitel "Des libertés publiques et des droits fondamentaux": Es handelt sich also, wie der Staatsrat richtig bemerkt, nicht um eigenständige Rechte, sondern um das Recht der Menschen auf Umwelt- und Tierschutz.

Prager Herbst

Es ist eine gesellschaftliche Notwendigkeit, das Privateigentum an Produktionsmitteln durch kollektives Eigentum zu ersetzen. Dieser Satz, wie er sich durch die Geschichte der kommunistischen Bewegungen fortschreibt und der einen Allgemeinplatz materialistischer Kritik darstellt, war dem Kommunistischen Jugendverband der Tschechischen Republik (KSM) zum Verhängnis geworden. Monatelang hatte das tschechische Innenministerium den Jugendverband der Kommunistischen Partei Böhmens und Mährens (KSCM) attackiert; Mitte Oktober erfolgte schließlich das Verbot, gestützt nur auf diese eine programmatische Aussage. Die Regierung der Tschechischen Republik hat damit deutlich gemacht, wie sich das neue EU-Mitglied seinen Beitrag zur demokratischen Kultur innerhalb der Europäischen Union vorstellt. Mitglieder der tschechischen KP befürchten nun, dass dieser Akt nur das Vorspiel zum eigentlichen Vorhaben war, nämlich die Partei selbst zu verbieten. Dessen ungeachtet konnte am vergangenen Wochenende in Prag das 5. Treffen der europäischen kommunistischen Jugendorganisationen stattfinden. Im Mittelpunkt der Debatte der Delegierten aus 15 Ländern standen die staatliche Repression und der aggressive Antikommunismus in den ex-sozialistischen Staaten. Um die Geschichte der sozialistischen Bewegungen zu delegitimieren, würden "wahre Hexenjagden" veranstaltet. In ihrer Abschlusserklärung forderten die TeilnehmerInnen die sofortige Aufhebung des KSM-Verbots. Auch außerhalb der Tschechischen Republik regt sich in der Linken der Widerstand. So gab es beispielsweise in Griechenland eine Protestdemonstration. Verschiedene Intellektuelle, wie etwa der italienische Nobelpreisträger Dario Fo, meldeten sich zu Wort. Der Dachverband der ehemaligen antifaschistischen Widerstandskämpfer (FIR) sprach von einem "Akt politischer Zensur", der sich "nicht mit den Prinzipien einer demokratischen Gesellschaft" vertrage.

Les Jeunesses socialistes ont rejoint l'alliance de jeunes qui s'opposent au projet de loi 5611. Un projet "plus que mauvais" aux yeux de leur président Jean-Paul Espen, qui regrette par ailleurs la lenteur de réaction du LSAP.

(photo: Christian Mosar)



PROJET DE LOI 5611

"Lutter contre le chômage et non pas combattre les chômeurs"

woxx: Les JSL participent à l'initiative contre le projet de loi 5611. Qu'est-ce qui vous a poussé à faire ce pas?

Jean-Paul Espen: C'est un sujet important pour la jeunesse et il était normal que nous analysons ce projet. Par la suite, nous en avons conclu que ce projet de loi est absolument mauvais, aussi bien dans la forme que dans le fond. Primo, cette loi fourre-tout ne fait preuve d'aucune transparence, ce qui est inacceptable en démocratie où chaque citoyen doit pouvoir exercer un contrôle sur le travail de ses représentants et gouvernants. Pour ce qui est du contenu, la loi a une approche simpliste et complètement erronée de la problématique du chômage des jeunes. Au lieu d'analyser les causes du chômage, c'est le jeune chômeur qui est combattu.

Ce jeune chômeur qui part en vacances au lieu de s'inscrire à l'Administration de l'emploi (Adem), selon le premier ministre.

Ces déclarations inqualifiées du premier ministre démontrent avec quelle attitude le CSV aborde ce problème. Les chrétiens-sociaux recherchent des solutions rapides et avancent des arguments sans fondements. Juncker et Biltgen laissent croire que les jeunes n'auraient pas envie de travailler. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cette manière de raisonner. Le gouvernement ferait mieux de commencer par analyser les causes réelles du chômage des jeunes, de savoir quelles doivent être les responsabilités aussi bien des entreprises, des jeunes, de l'Adem et des mandataires politiques. A partir de là, le gouvernement doit établir un plan de lutte contre le chômage des jeunes.

Le CSV ne gouverne pas seul, il est en coalition avec le LSAP auquel les JSL sont affiliées. Pourtant, le LSAP semble se désintéresser de la politique de l'emploi.

Alex Bodry a défini la politique de l'emploi comme un des piliers du profil du LSAP. C'est un sujet important pour le parti. Au dernier congrès en mars

2006, une résolution concernant le marché du travail, dans laquelle un certain nombre de mesures relatives au marché du travail sont prévues, a été approuvée. Avant que la loi 5611 ne soit déposée au parlement, elle est passée par le conseil des ministres où siègent également des socialistes. Ils étaient donc au courant et auraient dû relayer la discussion au sein du parti pour qu'il puisse en discuter. Cela n'a pas encore été le cas. Et nous ne pouvons que regretter que le LSAP mette si longtemps pour prendre position sur une telle loi.

Pour l'instant, il n'y a que Vera Spautz qui a pris position. Avez-vous déjà eu des échos en interne? Cela est-il désormais un sujet de discussion?

Nous nous réjouissons d'avoir lancé le débat au LSAP, par le fait que les JSL participent à l'initiative. Lorsque nous avons déposé notre motion sur le rôle du LSAP au sein du gouvernement au congrès de mars 2006, nous avons été attaqué par certains membres du gouvernement. Par la suite, le parti a constaté que nous n'avions pas vraiment tort ... Maintenant, c'est un peu pareil. Vera Spautz nous soutient et je suis persuadé que beaucoup d'autres membres du parti sont d'accord avec nous et qu'ils savent que cette loi est mauvaise. D'un autre côté, il faut quand même dire que dans les organes dirigeants, cette discussion n'a pas encore eu lieu, sauf

au niveau des circonscriptions, ainsi que dans le groupe parlementaire, mais pas encore au comité directeur. C'est à regretter. Mais nous allons faire en sorte que ce point se trouve à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité directeur.

Cette loi n'est-elle pas une conséquence logique des accords tripartites?

On peut être de différents avis sur ce point. Les accords tripartites n'étaient pas concrets sur ce point.

Donc le LSAP a accepté des accords vagues?

La tripartite est un instrument important qui assure une certaine cohésion sociale. D'un autre côté, il ne faut pas oublier qu'elle égratigne la souveraineté de la chambre des députés. Voilà pourquoi la politique doit savoir quand elle veut exactement mettre en oeuvre la tripartite. La loi ne doit reprendre que les choses qui ont été clairement retenues dans les accords.

Biltgen a déjà laissé entendre qu'il pourrait laisser de côté des aspects de la loi qui s'avèreraient néfastes socialement. Quelle est la position des JSL: être d'accord avec des amendements ou demander le retrait pur et simple?

S'il veut retirer ce qui est néfaste, il ne lui restera pas d'autre choix que de retirer l'ensemble du chapitre qui concerne le chômage des jeunes. Mais il faudrait d'abord voir quels amendements il proposerait. On ne

peut évidemment pas dire d'emblée "c'est tout ou rien". Si ces amendements ne sont que d'ordre cosmétique et qu'ils ne changent rien au principe, nous ne pourrions pas les accepter.

Cette loi est comparée au CPE en France. Peut-on tirer des parallèles, y compris au niveau des manifestations ou des grèves des lycéens?

J'aurais tendance à dire non. La France et le Luxembourg ont des cultures sociales différentes. Les Luxembourgeois ne descendent dans la rue que lorsqu'il n'y a plus d'autres issue. Nous n'en sommes pas encore arrivés à ce point. Il faut dans une première étape s'entendre avec Biltgen pour faire passer à la trappe les mesures proposées. Ensuite, il faut discuter avec toutes les parties concernées et faire des propositions. C'est pourquoi je serais prudent en ce qui concerne des grèves, car comme l'a déjà une fois formulé John Castegnaro: la meilleure grève est celle que l'on annule. Mais il est clair que nous n'excluons pas cette option. Il faut toutefois faire en sorte que le gouvernement et en particulier Biltgen et Juncker redressent les erreurs avant que nous soyions obligés d'aller plus loin.

Entretien: David Wagner

L'initiative "Stopp 5611" mobilise contre les points suivants contenus dans le projet de loi:

- la suppression du versement des indemnités de chômage aux jeunes sortant de l'école ou de l'université (ce qui est actuellement le cas après une période de six mois).
- une carence de six mois est instaurée pour le versement de l'indemnité de chômage à un jeune sortant d'une mesure en faveur de l'emploi alors qu'actuellement elle est due immédiatement.
- les jeunes occupés dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi n'obtiendront plus que 80% du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.
- une détérioration généralisée de l'indemnisation de chômage.

Jean-Paul Espen

Alors qu'il n'était encore qu'en 4e au Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL), il sentait déjà que, de tous les autres partis, c'était le LSAP qui lui était le plus proche. Une bonne dizaine d'années plus tard, Jean-Paul Espen, 27 ans, est président des Jeunesses socialistes luxembourgeoises (JSL) et membre du comité directeur du parti. Et il n'est plus à l'école: après une première année de droit à l'ancien Centre universitaire, il continua pendant trois ans à Strasbourg avant de conclure par une année supplémentaire au University college de Londres. En plus de son intérêt pour les questions de société et européennes, cet avocat à la cour est également un fervent supporter de l'équipe de football de Chelsea.